



L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-six septembre, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le onze décembre deux mille vingt-quatre, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice :	55		
Présents :	31	Suffrages exprimés :	45
Absents :	24	- dont POUR :	45
Absents AVEC pouvoir	14	- dont CONTRE :	0
Absents SANS pouvoir	10	Nombre d'abstention(s) :	0

Etaient présents : M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth	Mme GIRARD Nicole	Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse
Mme ANGELETTI Frédérique	Mme GREGOIRE Sylvie	M. NOUVEAU Michel
Mme ARAGONES Claire	M. JUSTINESY Gérard	M. PETTAVINO Jean-Pierre
M. BATOUX Philippe	M. KITAEFF Richard	Mme PIERI Julia
M. CARLIER Roland	M. LE FAOU Michel	Mme PONTET Annie
M. COURTECUISSÉ Patrick	Mme LION-PESQUIES Christine	M. RIVET Jean-Philippe
Mme CRESP Delphine	M. MASSIP Frédéric	M. SILVESTRE Claude
M. DECHER Martine	Mme MONFRIN Marie-Josée	M. SINTES Patrick
Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse	M. MOUNIER Christian	Mme STELLA Aurore
M. GERAULT Jean-Pierre	Mme NALLET Christine	M. VOURET Eric

Absents excusés ayant donné pouvoir :

M. ATTARD Alain	ayant donné pouvoir à Mme PIERI Julia
Mme AUDIBERT Danielle	ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme BASSANELLI Magali	ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine
Mme BLANCHET Fabienne	ayant donné pouvoir à M. JUSTINESY Gérard
M. BOREL Félix	ayant donné pouvoir à Mme Marie-Thérèse NEMROD-BONNAL
M. BOURSE Etienne	ayant donné pouvoir à Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse
Mme BUCHACA Sophie	ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe
Mme CATALANO-LLORDES Gaétane	ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian
Mme CLEMENT Marie-Hélène	ayant donné pouvoir à M. COURTECUISSÉ Patrick
M. DERRIVE Eric	ayant donné pouvoir à M. CARLIER Roland
Mme JEAN Amélie	ayant donné pouvoir à Mme GREGOIRE Sylvie
M. JUNIK Pascal	ayant donné pouvoir à Mme CRESP Delphine
M. LIBERATO Fabrice	ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe
Mme PAIGNON Laurence	ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :

Mme DAUPHIN Mathilde
Mme MILESI Véronique
Mme ROUX Isabelle
M. SEBBAH Didier

Absents non-excusés :

Mme MACK Marie-Thérèse
Mme MARIANI-RENOUX Séverine
Mme PALACIO Céline
M. PEYRARD Jean-Pierre
M. ROUSSET André
M. SELLES Jean-Michel

Secrétaire de séance :

Mme AMOROS Elisabeth est désignée Secrétaire de cette séance

N° 2024-203	DROITS DES SOLS – Renouvellement et actualisation de la convention d’adhésion au service commun d’instruction du droit des sols
-------------	--

- *Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l’article L 5211-4-2 ;*
- *Vu le Code de l’urbanisme et notamment les articles L 423-1 et R 423-15 ;*
- *Vu l’arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d’agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l’arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2015-63 en date du 28 mai 2015 portant création d’un pôle d’instruction des autorisations d’urbanisme sous la forme d’un service mutualisé ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire en date du 11 décembre 2024 portant renouvellement de la mise à disposition d’agents communaux du service urbanisme auprès de Luberon Monts de Vaucluse ;*
- *Vu l’avis du bureau en date du 27 novembre 2024.*

Crée le 1^{er} juin 2015, le service commun ‘Autorisation du droit des sols’ instruit les autorisations d’urbanisme sur le territoire de onze communes adhérentes de l’Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (Cabrières d’Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Lauris, Lagnes, Les Beaumettes, Les Taillades, Maubec, Mérindol, Oppède, Robion).

Les onze conventions d’adhésion, organisant les modalités pratiques de ce partenariat, arrivent à échéance au 31 décembre prochain.

Après dix années d’existence du service commun, le renouvellement de ces conventions s’accompagne d’une évaluation qualitative et quantitative de l’activité et du fonctionnement de ce service.

D’une part, les communes soulignent la qualité des interactions entre le service commun et les services municipaux respectifs. Ces derniers apprécient l’accompagnement à la fois technique et juridique dans un contexte de plus en plus contraint ainsi que l’assistance dans le cadre de la dématérialisation des autorisations d’urbanisme ou encore dans le cadre des procédures d’évolution des documents règlementaires et de planification.

Après dix années, l’ensemble des onze communes souhaitent poursuivre ce partenariat.

Les conventions d’adhésion doivent être réactualisées pour tenir compte des constantes évolutions en matière de dématérialisation des autorisations d’urbanisme qui impactent les process et organisations internes. Aussi, les missions, obligations et responsabilités à la fois du service commun et des communes adhérentes doivent être clarifiées pour accompagner au mieux l’usager dans un contexte de transition numérique, de complexification de la règle, de gestion des risques naturels et de préservation des enjeux environnementaux.

Par ailleurs, les conventions d’adhésion actualisées fixeront la clé de répartition financière entre les communes adhérentes, des charges annuelles du service commun :

- 25 % de la charge est répartie sur la population respective des communes ;
- 75 % de la charge est répartie par type et nombre d’autorisations d’urbanisme par commune (*un coût à l’acte sera déterminé par type d’autorisation d’urbanisme pondérée et variera annuellement au gré du nombre d’autorisations*).

En outre, le service commun occupant les locaux de la Commune de Cavaillon, il continuera d’assurer l’accueil et les renseignements en matière d’instruction du droit des sols au public Cavaillonnais. A ce titre, un forfait annuel de 25 000 euros sera facturé par LMV à la Ville et déduit préalablement de la répartition financière entre les communes adhérentes.

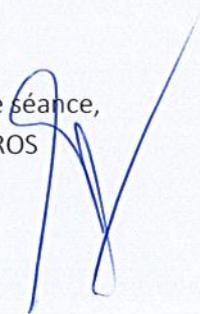
Concernant les moyens humains du service commun, le service est désormais constitué d’une équipe de 9 agents.

Au regard de ces éléments, les conventions d’adhésion au service commun d’instruction du droit des sols doivent être actualisées et renouvelées pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Le Conseil Communautaire,
Oùï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l’unanimité des suffrages exprimés,

- **APPROUVE** la convention ci-annexée d’adhésion au service commun d’instruction du droit des sols pour la période 2025/2027 ;
- **APPROUVE** la convention ci-annexée d’adhésion au service commun d’instruction du droit des sols entre LMV et la commune de Cavaillon pour la période 2025/2027 ;
- **INSCRIT** au budget les montants dédiés ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer lesdites conventions avec les communes concernées ainsi que tout document nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

La Secrétaire de séance,
Elisabeth AMOROS



Cavaillon, le 12 décembre 2024

Le Président,
Gérard DAUDET

